

1935 : La deuxième Fédération des Sociétés d'histoire (1935-1940)

François Igersheim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/769>

DOI : 10.4000/alsace.769

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 155-163

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « 1935 : La deuxième Fédération des Sociétés d'histoire (1935-1940) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 135 | 2009, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/769> ; DOI : 10.4000/alsace.769

La deuxième Fédération des Sociétés d'histoire (1935-1940)

François IGERSSHEIM

Après le retour de l'Alsace à la France, les sociétés d'histoire mirent un certain temps avant de se reconstituer. Une partie de leurs adhérents, et bien souvent leurs animateurs d'origine allemande avaient été expulsés ou avaient émigré. Seules les sociétés liées à des institutions, musées ou bibliothèques reprennent leurs activités : la Société pour la conservation des Monuments Historiques d'Alsace (le chanoine Muller, Anselme Laugel, le professeur Kiener, le chanoine Gass), la Société Schongauer (Waltz, Schmitt), la Société du Musée historique de Mulhouse (Moeder), la Société de Kaysersberg (Salzmann, maire), la société de Haguenau (abbé Gromer), la société des Lettres, Sciences et Arts de Sélestat (abbé Walter), la société des Amis du musée de Thann (Weiss-Blochier maire de Thann, et Kammerer, président). La société de Riquewihir, animée par l'infatigable négociant en vins Ferdinand Zeyer reprend vie en 1921. Mais la société de Saverne, celle d'Obernai (Pisot), prendront quelques années avant de renaître et de retrouver militants, dirigeants et... cotisants.

Quelques créations nouvelles : la société *Elsassland*, animée par Joseph Lefftz, conservateur à la bibliothèque nationale, qui édite le bulletin du même nom, est fondée en 1920. Du côté de l'Université, en 1927, la Faculté des Lettres fonde la Société académique, qu'elle greffe sur la plus ancienne société alsacienne créée en 1799. En 1925 encore Robert Faller, professeur au collège fonde la Société d'histoire et d'archéologie de Ribeauvillé. En 1934, l'abbé Walter ressuscite la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg en la dotant de nouveaux statuts, l'abbé Brauner fonde la Société d'histoire de l'Eglise d'Alsace. En 1926, le D^r Wetzels fondé la Société d'histoire et d'archéologie de Munster et l'abbé Lucien Braun la Société Savante (*Wissenschaftliche Gesellschaft*). Le professeur Malye constitue à Niederbronn une Société d'histoire et d'archéologie.

En 1931 le Docteur Walch, conseiller général, fonde le « *Sundgauverein* » et Charles Wetterwald en 1933 les Amis du Musée du Florival, le D^r Rémy, conseiller général, les Amis du Musée de Cernay. En 1932, le professeur Schneegans a relancé la Société historique et littéraire du Club Vosgien. En 1934, nouvelle création, celle des Amis des musées de Bouxwiller, fondée par le maire, mais animée par un professeur du collège, Gauthier Thieling. On ne s'étonnera pas de voir les sociétés et leurs animateurs très engagés dans les débats culturels et politiques de la période. Bon nombre d'entre

eux ont fait partie ou sont proches du manifeste du *Heimatbund* de 1926. Celui-ci, n'a-il pas prôné « le devoir de recherche et de diffusion des connaissances historiques et culturelles de l'Alsace », ainsi que la défense de l'enseignement et de la pratique de la langue allemande. Comme la plus grande part des tirages de la presse alsacienne de toutes tendances, la majorité des annuaires de sociétés sont en allemand : auteurs et lecteurs ont été scolarisés dans cette langue. Les centres d'intérêt, les grands axes de leurs recherches sont encore ceux de l'historiographie de la période d'avant 1914 : la jeune génération, qui se forme sur les bancs des Facultés ou dans les Ecoles normales et qui est plus ouverte aux influences de l'historiographie française, ne fait pas encore entendre sa voix.

Les études alsatiques dans la décennie 1920

De l'autre côté du Rhin, des Instituts de recherche régionale, aux problématiques et aux méthodes novatrices se sont érigés : à Bonn, à Stuttgart. A Francfort-sur-le-Main, les émigrés ont constitué sous l'égide de l'ancien secrétaire de la Fédération, Georg Wolfram, un « Institut scientifique des Alsaciens Lorrains dans le *Reich* », très bien doté, qui développe un programme de recherche et de publications sur l'Alsace de très haut niveau, et prolonge celui mis au point avant 1914.

Sur la rive gauche, l'on ne chôme pourtant pas. La France a créé une chaire et un Institut d'histoire d'Alsace. Christian Pfister et Fritz Kiener attirent une majorité d'étudiants qui veulent faire de la recherche historique. La Faculté des Lettres publie à partir de 1922, sous la direction de l'archéologue Grenier, un travail monumental et sans doute trop exigeant du point de vue scientifique : la « *Bibliographie Alsacienne* ». Les intellectuels catholiques et libéraux régionalistes lancent la publication d'un ouvrage monumental financé par les majorités UPR, APNA, indépendantes des Conseils généraux, baptisé « *Das Elsass von 1870 bis 1932* », dont la rédaction est confiée à l'abbé Zemb qui parvient à réunir une quarantaine de collaborateurs pour faire un tableau complet et engagé de l'histoire contemporaine de l'Alsace : son tome IV paraît en 1938.

La crise des années 1930

Dans la décennie 30 cependant, l'opinion alsacienne s'alarme de l'activité déployée sur la rive droite du Rhin. En 1931, la municipalité de Fribourg-en-Brisgau, alors à majorité « *Zentrum* », fonde un *Institut Alémanique* qui veut développer des études sur « le Rhin supérieur », que le géographe Friedrich Metz a défini dès 1925, dans une thèse d'habilitation remarquée en France, comme un espace géographique et culturel homogène, séparé de façon artificielle par le traité de Versailles. L'arrivée au pouvoir de Hitler a entraîné une mise au pas de toutes ces institutions, passées sous le contrôle de nazis anciens ou récents, à Francfort comme à Fribourg, où c'est le professeur médiéviste Theodor Mayer qui prend la direction de l'*Alemanisches Institut* qu'il rebaptise « *Oberrheinisches Institut für geschichtliche Landeskunde* ». Theodor Mayer dirige aussi l'organisation occidentale de la *Volksdeutsche Forschungsgemeinschaft*, la *Westdeutsche Forschungsgemeinschaft*, chargée de la recherche sur les régions frontalières de l'Allemagne, cibles d'annexions futures, comme la *Nord Ostdeutsche Forschungsgemeinschaft* a pour domaine l'est de l'Europe. La WFG coordonne la recherche allemande sur l'ouest de l'Allemagne, la Suisse, l'Alsace-Lorraine, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas. Elle est liée aux Fondations Toepfer que les

nazis considéreront comme très importantes dans leur politique culturelle – la *Grenz und Volkstumsarbeit* – en direction du « *Grenzlanddeutschtum* », la *J. v. G. Stiftung*, qui a son siège à Bâle et à Fribourg et attribue un prix « *Erwin von Steinbach* » pour l'Alsace et la Lorraine, la Suisse et le Luxembourg.

La nouvelle Fédération

Du côté alsacien, la crise financière et la politique de déflation déployées par le gouvernement français qui sabre dans les budgets du patrimoine et de la culture, suscite des réactions vigoureuses où les majorités souhaitent retrouver les libertés de manœuvre régionales. En 1934, le gouvernement Doumergue a supprimé le poste d'archiviste adjoint aux Archives départementales de Strasbourg qu'occupait Jean Rott. Paris refuse d'envisager la création d'un poste d'Etat financé par les collectivités départementales, ce que réclament les majorités des Conseils généraux du Haut et du Bas-Rhin dominés par l'Union Populaire Républicaine (catholique) alliée à des élus autonomistes ou autonomisants.

Le professeur d'histoire de l'Alsace, Fritz Kiener, ancien conseiller général, et le président de la Commission départementale du Bas-Rhin, l'abbé Gromer, s'efforcent

pourtant de mettre sur pied, financés par les deux Conseils généraux et la ville de Strasbourg, un « Centre de recherches historiques alsaciennes », qui serait le pendant de « l'Institut de Francfort ». Après les élections municipales de 1935, seuls les deux Conseils généraux participeront au financement de ce Centre interdépartemental qui ne voit le jour qu'en 1937.

La réaction d'une partie des dirigeants des sociétés se partage entre la volonté de relever les défis des Instituts de recherche de la rive droite par une sorte d'union sacrée et le désir de coopération avec eux pour définir des domaines réservés. Les Allemands jouent sur les



Le président de la Fédération (1935-1939) le Comte Christian d'Andlau en uniforme de lieutenant français.

ambiguïtés de leur politique officielle qui masque les réalités de leur activité, et comptent sur des aveugles, des dupes ou des complices.

C'est dans le cadre de ce foisonnement d'initiatives qu'en février 1935 le Docteur Wetzel de Munster, président de la Société de Munster, propose à Christian d'Andlau, fils du Sénateur du Bas-Rhin et président de la Fédération agricole Hubert d'Andlau, de reconstituer une Fédération historique. Christian d'Andlau habite Colmar où il est directeur de l'agence de la Sogénal. Il accepte d'assumer la présidence de cette nouvelle Fédération. Wetzel en informe Gromer, qui se montre tout à fait disposé à encourager cette initiative, mais ne tient pas à entrer dans son bureau. Gromer est alors en train de fonder une Association des archivistes et bibliothécaires municipaux d'Alsace qui voit le jour au cours d'une réunion à Sélestat chez l'abbé Walter (mars 1935).

Le 31 mars 1935, se réunissent seize sociétés d'histoire et d'archéologie (Haguenaugromer, Saverne-Bachmeyer, Obernai-Pisot, Société savante d'Alsace et de Lorraine-l'abbé Lucien Braun, la Société des Amis des Musées de Strasbourg-Hans Haug, la *Gesellschaft für Elsässische Kirchengeschichte*-abbé Brauner, la Société d'Archéologie de Riquewihr-Zeyer, la Société d'archéologie de Ribeauvillé-Faller, la Société Schongauer-président Siben, secrétaire Pierre Schmitt, conservateur J.-J. Waltz, la société d'histoire de Munster-Wetzel, la Société d'Archéologie de Kaysersberg-Salzman, la Société d'histoire du Sundgau-Walch, Paul Stintzi, la Société des archivistes et bibliothécaires municipaux d'Alsace et de Lorraine-secrétaire Wittmer, la Société d'histoire israélite d'Alsace et de Lorraine-Strasbourg, président Ginsburger, enfin, le Comité départemental haut-rhinois pour l'histoire de la Révolution-Schaedelin, Herzog, Joachim. Un projet de statuts a été élaboré. La Fédération y a pour but :

« de faciliter les recherches personnelles des travailleurs en suggérant des questions intéressantes et en fournissant aux chercheurs les renseignements bibliographiques dont ils peuvent avoir besoin, spécialement en prenant l'initiative des démarches destinées à leur faciliter en France et à l'étranger l'accès des dépôts publics et privés, d'organiser des congrès annuels des sociétés savantes de la région tenus alternativement dans les principales villes, d'appuyer de son autorité toutes les démarches faites par les sociétés compétentes pour la conservation des monuments et des sites, d'objets d'art, des archives, des bibliothèques et des collections diverses existantes dans la région ».

Toutes les sociétés sont invitées à un congrès constitutif, soit, outre les Sociétés constituantes, celles de Wissembourg, Bouxwiller, Bischwiller, Saverne, les Amis de la Cathédrale, les Amis des Arts de Strasbourg, le Cercle numismatique de Strasbourg, *l'Arbeitsgemeinschaft Elsassland* Strasbourg-Meinau (Joseph Lefftz), le Comité départemental du Bas-Rhin pour l'histoire de la Révolution (Félix Ponteil), la Société littéraire et historique du Club Vosgien (Professeur Schneegans), la Société d'histoire de Ribeauvillé (Faller), le Comité d'études historiques de Colmar (Schmitt-Leinen, dit aussi Morand Claden), la Société d'histoire du Florival (Wetterwald), la Société historique de Mulhouse (Moeder), la Société d'émulation de Belfort (Joachim). En tout 32 sociétés !

Le projet de statuts précise bien : « les tendances politiques et religieuses lui sont étrangères ». Mais l'on savait bien que la coexistence de toutes ces sociétés serait difficile. Pourtant, au départ, l'on espère constituer « un Front commun ». En décembre 1935 a lieu à l'Institut d'Histoire d'Alsace, au Palais du Rhin, l'assemblée générale constitutive.

L'objet social de la Fédération est modifié de façon significative et la formule définitive est la suivante – en italique les amendements introduits par le congrès.

« de faciliter les recherches personnelles des travailleurs en suggérant des questions intéressantes et en fournissant aux chercheurs les renseignements bibliographiques dont ils peuvent avoir besoin, spécialement en prenant l'initiative des démarches destinées à leur faciliter en France et à l'étranger l'accès des dépôts publics et privés, d'organiser des congrès annuels des sociétés savantes de la région tenus alternativement dans les principales villes,

de publier un compte-rendu des congrès annuels dans deux périodiques, l'un de langue française, l'autre de langue allemande,

d'appuyer de son autorité toutes les démarches faites par les sociétés compétentes pour la conservation des monuments et des sites, d'objets d'art, des archives, des bibliothèques et des collections diverses existantes dans la région.

La Fédération agréée les deux langues dans ses débats, ses communications et ses conférences. Les discussions politiques et religieuses sont interdites ».

Ces amendements n'ont pas de signification politique prononcée autre qu'un attachement au bilinguisme très largement partagé dans l'opinion publique alsacienne, *a fortiori* dans le public des sociétés d'histoire et d'archéologie. La composition du bureau reflète une volonté de large union. Le comte d'Andlau assure la présidence, l'abbé Lucien Braun, le professeur Félix Ponteil, Ferdinand Zeyer sont vice-présidents, Wetzel, Albert Schmitt-Leinen, et Mademoiselle Schmitt, sont secrétaires, Lucien Sittler et Paul Stintzi sont trésoriers. Voilà donc fondée la seconde Fédération des Sociétés d'histoire.

Gromer et Kiener avaient tous deux refusé d'assumer une vice-présidence, mais soutiennent l'entreprise. Il n'en reste pas moins que la Fédération avait réussi à rassembler la plupart des Sociétés et en particulier de réunir l'Université et les Sociétés. Le choix de Ponteil, sollicité par Kiener, est fort heureux. Gaston Zeller, professeur d'histoire moderne qui connaît bien l'Alsace, où il a été professeur au Lycée Fustel de 1925 à 1928, et en a suivi de près l'actualité de Clermont-Ferrand où il a été maître de conférences est revenu à Strasbourg en 1933 prendre la succession de Georges Lefebvre. Zeller a collaboré à la *Bibliographie alsacienne*, et en dirige à présent le travail. Dans ses nouvelles fonctions, il a été le maître d'œuvre d'un accord conclu en 1933 entre la Faculté des Lettres et la *Revue d'Alsace* de Joachim, Schaedelin, Pierre Schmitt. Zeller se montre très favorable devant cette nouvelle Fédération et est prêt à l'union sacrée, devant les périls.

Les premiers congrès : Obernai (1936) et Munster (1937)

Le premier congrès de la Fédération se déroule en plein Front Populaire, les 7 et 8 juin 1936, alors que commencent pour quelques jours les occupations d'usines et de grands magasins qui marquent le Front Populaire en Alsace. Le dimanche 7 juin à 9 heures, les représentants de 12 sociétés se réunissent au collège Freppel d'Obernai, reçus par le principal Hérold (qui sera après la guerre, proviseur du Lycée Kléber) et par le conservateur du musée d'Obernai, Othon Pisot. Ils délibèrent des statuts et du rapprochement à opérer entre la Fédération et « les Sociétés qui lui sont encore réfractaires ». Puis, après un repas à l'Hôtel des Vosges, départ en autocar pour le Mont-Sainte-Odile, où se déroule la partie scientifique marquée par les conférences de l'abbé Médard Barth sur sainte Odile et de Fritz Kiener sur « Etichon et les Etichonides ». Puis le congrès procède à 17 heures, à la visite du couvent sous la direction du chanoine Brunissen.

L'un des buts de la Fédération avait été d'entreprendre pour les chercheurs « des démarches destinées à faciliter en France et à l'étranger l'accès des dépôts publics et privés ». L'on se doutait bien qu'il s'agissait là essentiellement de dépôts publics allemands. D'ailleurs dès le mois d'août 1936, une délégation de la Fédération, soit Wetzel, les abbés Gromer, Lucien Braun, et Brauner ainsi que Charles Wittmer rencontre à Oberkirch, Theodor Mayer, pour évoquer une coopération entre chercheurs allemands et suisses de l'Institut de Fribourg. Kiener se tient à l'écart de cette opération, envers laquelle il se montre de plus en plus réservé, puis hostile. Pendant l'automne et le printemps de 1936 et 1937, il s'occupe cependant avec le bureau de faire aboutir le projet de « Centre de recherches historiques alsaciennes », dont le statut sera finalement approuvé en février 1937. Le « Centre » sera co-présidé par les deux préfets, son bureau composé des représentants des deux conseils généraux (Gromer et de Schlumberger pour le Bas-Rhin, Rossé et Walch pour le Haut-Rhin) et de Fritz Kiener. Son secrétaire est Jean Rott, qui assure également le secrétariat de la Fédération. Dès la première séance du comité de l'Institut, présidée par le préfet Roblot, Gromer évoque la perspective d'une coopération avec l'Institut de Francfort. En mars 1937, Gromer est victime d'un accident d'automobile qui le tient éloigné de la vie publique pendant plusieurs mois.

Au congrès de Munster du 13 juin 1937 ; le comte d'Andlau salue l'aboutissement des efforts des conseils généraux du Bas et du Haut-Rhin. Jean Rott présente les travaux entrepris par le Centre historique au service de la Fédération : le premier est l'établissement d'une liste de conférenciers à inviter pour les conférences organisées par les sociétés d'histoire. Lefftz présente ses travaux sur la chanson populaire alsacienne.



Les deux recteurs des universités voisines de Bâle et de Fribourg sont présents. Celui de Bâle est Fritz Mangold, un économiste plus proche du socialisme, et celui de Fribourg Friedrich Metz, qui a succédé à Martin Heidegger et est recteur en 1937 et 1938. Ils participent au banquet, aux côtés du préfet du Bas-Rhin Viguié, de l'inspecteur d'académie représentant le recteur, du député Rossé, du sénateur Ostermann, et du maire de Munster. Mangold et Friedrich Metz expriment dans leurs toasts l'intérêt que représente pour leurs universités la recherche sur l'Alsace. Metz souligne en particulier l'importance des sociétés locales d'histoire ; pour lui la recherche historique doit partir de l'histoire locale et aboutir à l'histoire générale et non le contraire.

L'abbé Gromer, conseiller général du canton de Haguenau et président de la Fédération en 1939, assistant à des obsèques à Haguenau.

Les liens avec institutions et fondations allemandes

En septembre 1937, à l'invitation de Theodor Mayer, une délégation de la Fédération dont Wetzel, et les abbés Gromer et Brauner, ainsi que Schmitt-Leinen et Wittmer, participent à une session de la *Westdeutscheforschungsgemeinschaft* à Bâle. Wetzel croit pouvoir pousser les Allemands à permettre à l'abbé Claus, révoqué de ses fonctions d'archiviste de Constance et qui vient de faire six mois de prison pour opposition, de reprendre son dictionnaire topographique qui en est resté à la lettre S. Kiener lui reproche vivement sa naïveté : croit-il que ces affaires ne relèvent pas du parti à Berlin ? De leur côté, Gromer et Rott se sont rendus à Francfort en juillet 1938. Car c'est avec le nouveau directeur de l'Institut de Francfort, Wentzcke – également intéressé à une publication de la suite du « Claus » –, que Gromer a renoué les discussions, qui se poursuivent au cours d'une nouvelle session d'automne à Oberkirch à l'invitation de Theodor Mayer et aboutissent fin novembre 1938 à un accord tripartite de coopération entre le Centre de recherches historiques alsaciennes, l'Institut de Francfort et les Suisses pour une collection de publications de sources de l'histoire de l'Alsace, pris en charge par les deux institutions.

Et les derniers congrès de la Fédération Bouxwiller (1938), Riquewihr (1939)

Après la crise munichoise, on a beau prendre acte de l'accord Ribbentrop-Bonnet du 6 décembre 1938, exprimant une fois de plus la renonciation allemande à l'Alsace-Lorraine, la division de l'opinion savante alsacienne lorraine est profonde. En février 1939, la très grande majorité des professeurs de l'Université de Strasbourg adressent une mise en garde solennelle par une pétition au Président de la République contre « tout abandon ». Bien entendu, la lettre vise ce qui reste de la Tchécoslovaquie, mais l'on sait bien qu'on pense à l'Alsace, ces « Sudètes de l'Ouest ».

La Fédération patine. En mai 1938, le congrès de Bouxwiller n'est pas sorti des lieux communs déjà énoncés à Obernai et à Munster. Dix-sept sociétés en sont adhérentes. Le bureau est un peu resserré (Andlau, Wetzel, Schmitt-Leinen, Wittmer, Sittler et Eglingsdorfer), mais le comité reste toujours fort représentatif : Ponteil, Kiener, Rott, M. E. Herzog archiviste départemental Colmar, M. Metzger, archiviste départemental Strasbourg, et l'abbé Walter de Sélestat.

L'élément nouveau ne se situe pas de ce côté-là, mais de celui de l'Université, où le nouveau recteur, Terracher, semble enfin donner suite aux demandes répétées et consent à créer un Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, dont la présidence est confiée à Kiener (novembre 1938).

En février 1939, le comte d'Andlau et Wetzel cèdent la place à Gromer. Le président de la Commission départementale du Bas-Rhin s'est décidé à assumer lui-même pour quelque temps la présidence pour sortir la Fédération de l'ornière et... renflouer ses finances par des subventions des conseils généraux. Par contre, une des décisions révélatrices du cours nouveau va mettre le feu aux poudres : l'adhésion de *l'Arbeitsgemeinschaft Strassburger Monatshefte*, de Fritz Spieser (février 1939). Ce feu couvait depuis le congrès de Bouxwiller. Le président de la société de Bouxwiller Thieling avait refusé pour la partie scientifique du congrès une intervention de l'autonomiste Fritz Eyer. Ce dernier

avait pourtant juré ses grands dieux qu'il n'était plus membre de la *Jungmannschaft*, ce groupe de nazis alsaciens, qui avaient pris la *Wolfsangel* comme emblème. Gromer avait condamné cette exclusive et fait savoir qu'il ne participerait donc pas à ce congrès. Mais après le vote d'admission de l'*Arbeitsgemeinschaft* de Spieser, les Sociétés de Bouxwiller (Thieling) et de Saverne (Heyl) se retirent de la Fédération. Et un nouveau comité se met en place dont s'excluent les universitaires (Ponteil) et les archivistes départementaux.

Le 4^e congrès de la Fédération a lieu à Riquewihr le 18 juin 1939. Gromer a fort habilement renoncé aux invitations officielles : le congrès est un congrès de travail. Il n'y a donc pas de représentants des autorités, à l'exception du maire de Riquewihr, Hugel. Le congrès débute par une séance du nouveau comité, composé du président d'honneur, Andlau, du président Gromer, de Wetzel, Zeyer, Eglinsdorfer, Rott, Pisot, Stintzi, Alfred Schmitt-Leinen, Sittler et Brauner. Ce sera le dernier de cette Fédération : le congrès n'aura pas le temps de le renouveler, comme on l'avait envisagé. Le congrès prend acte de la démission des sociétés de Saverne et de Bouxwiller. Le rapport financier est approuvé : une subvention obtenue par Gromer a épongé les déficits. On fait le choix de Wissembourg, puis d'Altkirch pour les deux lieux de congrès de 1940 et 1941. Puis s'ouvre l'assemblée générale, à laquelle assiste le sénateur chanoine Muller qui évoque ses souvenirs de la Fédération de 1913 et 1914. Gromer ouvre la séance par un rapport sur la Fédération et ses missions, critiquant implicitement les statuts adoptés par ses prédécesseurs. La Fédération a désormais une base : le Centre de Recherches historiques alsaciennes. Elle doit se préoccuper de faciliter l'activité des sociétés locales, en mettant à leur disposition instruments de travail et conférenciers. Baptisé « *Minerva alsacienne* » du nom du Dictionnaire des institutions savantes édité en Allemagne, le *Répertoire des Archives, Bibliothèques, musées, organismes et sociétés*, mis au point par Rott et diffusé auprès des sociétés est un des premiers volumes des publications de la Fédération. Celle-ci doit également centraliser et soutenir les aides des départements aux petits musées locaux, qui dépendent de nombre de sociétés d'histoire et d'archéologie. Enfin, elle doit donner des axes de recherche : cartographie archéologique, collecte et publications de sources. Vers 11 heures, deux conférences ont lieu, celles de Sittler sur le territoire de Ribeauvillé, et de Sorg sur les léproseries dans les environs de Riquewihr. Après un repas fort bref, la séance se poursuit avec une partie jusqu'alors négligée : la vie des sociétés. Les présidents font état de l'activité de chacune des sociétés adhérentes, qui sont désormais 14. Et l'assemblée se préoccupe de faire revivre des sociétés en léthargie ou de provoquer des fusions, comme celle des Trois Vallées (Thann, Saint-Amarin, Masevaux). Enfin, le congrès vote une résolution saluant la création de l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes : politesse de cour pour une institution que Gromer qualifie en privé de « mirage ».

Conclusion

Incontestablement, Gromer avait relancé une Fédération en perte de vitesse, mais qui se resserrait sur son aile droite autonomisante. Il ne comptait pas rester plus d'un an en fonctions. Les sociétés démissionnaires auraient vraisemblablement retrouvé le chemin de la Fédération et un accord aurait été trouvé avec l'Université et l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes. Mais ce chemin, il faudra attendre l'après-guerre avant de le reprendre. Un an après le 18 juin de Riquewihr, avait eu lieu un 17 juin 1940 de Vichy et un 18 juin 1940 de Londres. Après avoir annexé l'Alsace, les Allemands n'allaient pas tarder à déployer en Alsace une nouvelle Fédération historique de l'*Oberrhein* : le WFG ainsi que l'*Alemanisches Institut* étaient désormais présidés par le professeur Metz.

Sources

Archives privées Gromer (Grand Séminaire), Archives privées Kiener (Archives de la CU et de la Ville de Strasbourg). *Der Elsässer* ; *Der Elsässer Kurier*.

IGERSHEIM (François), *De la chaire d'histoire d'Alsace à l'Institut des Hautes études Alsaciennes (1919-1945)* ; DINET (Dominique), IGERSEIM (François), *Terres d'Alsace, chemins de l'Europe, Mélanges en l'honneur de Bernard Vogler*. PUS 2003

PFEIL (Ulrich). (Dir), *Deutsch-Französische Kultur und Wissenschaftsbeziehungen im 20ten Jahrhundert*, Pariser Hist. Studien, Paris 2007, qui comprend une contribution de FREUND (Wolfgang) sur « Das Wissenschaftliche Institut der Elsass-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt a. M. (1920-1945) ».

FAHLBUSCH (Michael), *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik ? Die Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften von 1931 -1945*, Baden-Baden, 1999.